

Répondre au changement climatique : une question de discours ?

"Is climate change the problem? A feminist analysis of climate change discourses in Spain and Catalonia" a été rédigé par Maria Borràs Escayola, Federica Ravera et Marta G. Rivera Ferre et publié en janvier 2025 dans *Environmental Science and Policy*. Cet article analyse comment les représentations dominantes du changement climatique influencent la conception des politiques climatiques. Les autrices insistent sur l'importance d'identifier les angles morts dans la problématisation du changement climatique, pour mieux concevoir ces politiques. Enfin, elles identifient deux discours alternatifs (la décroissance et l'écoféminisme) qui permettent d'identifier différentes causes structurelles souvent négligées dans la conceptualisation des politiques climatiques.

#1 La représentation et la définition du changement climatique façonnent les politiques mises en place par les États. Prenant l'exemple de l'Espagne, les autrices remarquent que ces politiques sont fondées principalement sur la définition biophysique donnée par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)¹ et sur une confiance dans la croissance économique et les innovations technologiques pour résoudre les enjeux climatiques. Ce discours s'appuie également sur des approches orientées *pour et par* le marché (e.g. *priviliégiant les marchés du carbone*). Aussi, cette approche implique que seul un « *verdissement* »² de l'économie est nécessaire et réaffirme que l'expansion économique est compatible avec l'écologie grâce à l'innovation³.

#2 Les autrices soulignent qu'un cadrage principalement biophysique du changement climatique conduit à négliger un certain nombre de réponses non-technologiques à ce phénomène, et notamment des changements structurels et culturels profonds (e.g. *remettre en question le système capitaliste ou l'organisation sociétale*). De plus, ce discours prédominant témoigne d'un manque de considération pour les groupes les plus vulnérables. Le mouvement des Gilets jaunes illustre bien comment certaines politiques environnementales, comme la taxe sur les carburants, peuvent ignorer les réalités sociales et aggraver les inégalités existantes⁴. Les autrices suggèrent qu'intégrer les voix des femmes marginalisées — *souvent les plus touchées par la crise climatique en raison de l'intersectionnalité des inégalités de genre, de classe et de race, mais aussi d'une dépendance économique renforcée par une organisation familiale patriarcale où les hommes détiennent le contrôle des ressources* — permettrait de concevoir des solutions plus inclusives et adaptées aux différents contextes sociaux. Les conventions citoyennes constituent un outil pertinent dans cette optique : la sélection aléatoire des participants assure une certaine égalité politique et une représentativité sociale, tandis que la contribution de témoins et d'experts favorise un apprentissage collectif et une discussion éclairée. Ce type de dispositif garantit une communication plus libre et équitable entre les participants et peut ainsi limiter l'influence du lobbying industriel, recentrant les politiques publiques sur les besoins réels de la société.

#3 De plus, les autrices incitent à davantage considérer des discours alternatifs pour appréhender la crise écologique, tels que ceux de la décroissance et de l'écoféminisme, qui tiennent compte du rôle du colonialisme, du capitalisme, du racisme et du patriarcat. Les tenants de la décroissance rappellent également l'importance des limites planétaires et de recentrer les besoins humains. Ils défendent l'idée de réduire la consommation⁵ d'énergie et de matériaux, non seulement pour lutter contre le changement climatique, mais aussi pour relever d'autres défis sociétaux (e.g. *inégalités socio-économiques, surconsommation, crise du sens au travail...*). Parallèlement, l'écoféminisme critique le modèle de production sous une optique systémique et de justice sociale. En ce sens, le changement climatique est politique, c'est-à-dire qu'il n'est pas présenté comme « **un problème biophysique** », mais comme « **la conséquence visible d'un système patriarcal et colonial défaillant** ». Ces deux alternatives se concentrent sur les dynamiques de pouvoir à plusieurs niveaux et placent au centre de leur analyse les vulnérabilités et les responsabilités différentielles. Elles invitent ainsi à considérer des changements structurels qui vont au-delà de l'innovation technologique pour la conceptualisation des politiques.

L'écoféminisme : Un mouvement d'origine française

Le néologisme « **écoféminisme** » a été créé par **Françoise d'Eaubonne** en 1974. À l'origine, elle ne s'intéresse pas à l'égalité de genre mais à la lutte pour le vivant. Ce qui caractérise l'écoféminisme c'est l'idée d'une cause commune à la destruction environnementale et à l'oppression des femmes : le patriarcat. Pour d'Eaubonne, le capitalisme n'est pas l'origine de ces problématiques mais une variante plus agressive du patriarcat.⁶

Aujourd'hui, l'écoféminisme peut être considéré comme un « **socialisme absolu** » qui se préoccupe non seulement des classes sociales (humains) mais aussi des autres formes de vie (non-humains). Il est aussi un « **outil d'analyse** », selon **Myriam Bahaffou**, car il permet de considérer « les expériences des minorités de genre, racisées, [et] pauvres ». ⁷ Ce néologisme est néanmoins parfois qualifié d'« **essentialiste** ». Certaines définitions suggèrent en effet que les femmes seraient intrinsèquement proches de la nature, ce qui entretient une certaine tendance à leur déléguer les questions écologiques.

L'avis de Pauline Bureau, Vice-présidente de LFE

Réduire les discours alternatifs à des idéologies militantes, c'est ignorer leur fécondité intellectuelle. Ils invitent à dépasser l'opposition stérile entre sciences humaines et sciences du climat pour penser le changement climatique dans toute sa complexité.

¹ « On entend par "changements climatiques" des changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat » **déclaré en 1992**.

² En témoigne le discours prononcé par U. von der Leyen à l'occasion de l'adoption du Pacte vert (2019) : « Le Pacte vert pour l'Europe est notre nouvelle stratégie de croissance – c'est une stratégie de croissance qui rapporte plus qu'elle ne coûte ». [Traduit de l'anglais]

³ Selon l'historien Jean-Baptiste Fressoz, « [le discours du GIEC] favorise un optimisme trompeur, légitime le soutien aux technologies spéculatives, réduit l'éventail des options politiques viables et retarde les transformations structurelles. » <https://doi.org/10.1016/j.erss.2025.104280>

⁴ En voulant encourager la transition écologique sans prendre en compte les inégalités territoriales et économiques, cette mesure a pénalisé les ménages modestes et ruraux, dépendants de leur voiture pour travailler.

⁵ D'une façon planifiée et démocratique.

⁶ Idées inspirées du livre « *Françoise d'Eaubonne, causes communes* » publié en 2025 sous la direction de Pauline Launay.

⁷ Idées récupérées de son entretien avec Terrestres : <https://www.terrestres.org/2023/02/10/lecofeminisme-nest-pas-quun-outil-theorique/>.